

UNION - TRAVAIL – JUSTICE

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 76.20.00 email : jo_gabon @ yahoo. fr.
Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

Conseil national de la Communication

Décision n°00020/CNC du 8 octobre 2007, portant suspension, sur le territoire national, de l'impression et de la distribution du journal « LE GRI-GRI INTERNATIONAL »1

Décision n°00021/CNC du 8 octobre 2007, portant suspension du journal « LA NATION».....1

Cour constitutionnelle

Décision n°176/CC du 24 octobre 2007 portant proclamation des résultats de l'élection partielle des députés a l'Assemblée nationale du 21 octobre 2007.....2

Décision n°175/2007/CC du 11 Octobre 2007 relative à la répartition des postes au Bureau de l'Assemblée Nationale.....3

Décision n°178/CC du 7 décembre 2007 relative à la requête du Premier Ministre tendant au report de la date des élections des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux.....5

Présidence de la République

Décret n°000854/PR/PM du 2 octobre 2007, portant création d'un Comité Interministériel de la Mer.6

Ministère de l'Economie et des Finances

Arrêté n°000957/MEFBP/CAB/SG du 28 septembre 2007, portant mise en débet définitif de Monsieur Mohamed Ali EL DJENDOUBI7

Ministère de l'Economie sociale et artisanale

Décret n°000898/PR/MESA du 12 octobre 2007, portant attributions et organisation du Ministère de l'Economie Sociale et de l'Artisanat7

Ministère de l'Intérieur

Décret n°000899/PR/MISI du 12 octobre 2007, fixant le nombre des commissions électorales pour l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux.20

Ministère de la Jeunesse et des Sports

Arrêté n°0802/MJS/SG/DG du 8 octobre 2007, portant création, attributions et composition du Comité Ministériel de lutte contre les MST/VIH/SIDA21

Arrêté n°003/MJS/CAB//CJ du 31 août 2007, fixant les modalités d'octroi et de retrait de l'Agrément Technique aux regroupements Sportifs, Fédérations Sportives et Comité Olympique Gabonais.....22

Ministère de la Justice

Décret n°0001141/MJGS/SG/DGAG du 22 novembre 2007, portant nomination des membres de la Cour Criminelle Spéciale pour les années Judiciaires 2007 - 2008 et 2008 -200923

Décret n°0001142/MJGS/SG/DGAG du 22 octobre 2007, portant désignation pour l'année 2007-2008

des Magistrats de l'ordre judiciaire devant composer les Juridictions Militaires.24

Arrêté n°00011/MJGS/SG/DGAG DU 30 novembre 2007 portant nomination d'un Syndic Judiciaire.....24

Ministère des Transports

Arrêté n°001327/MTACT/SG DU 3 novembre 2007 rendant obligatoire l'équipement d'une trousse médicale d'urgence dans les véhicules automobiles en République Gabonaise.25

ACTES EN ABREGE

Propriété minière, Forêts, Domaines et Conservation foncière, Curatelle.....26

PARTIE NON OFFICIELLE

Déclaration de constitution d'Associations

- Récépissé provisoire N°176/MISI/SG/CE du 2 juin 2006, concernant l'association «ASSOCIATION MBOLIANU ».....27

- Récépissé provisoire N°586/MISI/SG du 24 octobre 2007, concernant l'association « ASSOCIATION DES GHANEENS DU GABON ».....28

- Récépissé provisoire N°727/MISI/SG du 10 décembre 2007, concernant l'association «CHAMBRE GABONAISE DES EXPERTS TECHNIQUES».....28

- Récépissé provisoire N°755/MISI/SG du 17 décembre 2007, concernant l'association « ASSOCIATION SCHOOL-NET GABON ».....28

public ou national. Il vaut habilitation, reconnaissance et une faculté reconnue à ses bénéficiaires, d'être subventionnés par l'Etat ou les collectivités locales.

Article 4: L'agrément ne peut être accordé qu'aux groupements satisfaisant aux conditions ci-après:

- Les groupements qui sollicitent l'agrément doivent assurer en leur sein la liberté d'opinion et le respect des droits de la défense, s'interdire toute discrimination illégale et veiller à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité Olympique Gabonais ainsi que la présence des femmes dans la composition de leurs organes dirigeants.

- Ils doivent respecter les règles d'encadrements, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres.

- Ils doivent en outre justifier qu'ils sont en mesure d'offrir à leurs membres les structures administratives et l'encadrement technique que requiert la pratique, à tous les niveaux, des disciplines sportives pour lesquelles; ils sont constitués.

Article 5: À l'exception des fédérations sportives reconnues d'utilité publique et du Comité Olympique Gabonais, outre les conditions énoncées à l'article 4 précédent, les groupements autres doivent en outre:

- être constituées conformément aux dispositions de la loi n°35/62 du 10 décembre 1962 ;

- être affiliées à une fédération habilitée;

- ou être liées à une fédération habilitée par une convention approuvée par le Ministre chargé des Sports.

Les conditions prévues aux alinéas 3 et 4 du présent article ne sont pas exigées pour les personnes dont les activités concernent des disciplines sportives pour lesquelles il n'est pas prévu d'organiser des compétitions.

Article 6 : Le dossier de demande d'agrément doit comprendre :

- une demande d'agrément ;
- un exemplaire des statuts et un du règlement intérieur;
- le procès verbal de constitution de l'organisme;
- le récépissé définitif de déclaration d'association.

Article 7 : L'agrément est délivré pour:

- quatre saisons pour le Comité Olympique Gabonais;
- quatre saisons pour les fédérations, ligues et clubs;
- deux saisons pour les autres groupements sportifs.

Article 8: L'agrément est retiré lorsque son bénéficiaire cesse de satisfaire à l'une des conditions requises pour l'obtenir; il peut en outre être retiré pour motif grave, et notamment pour tout fait contraire à la moralité publique ou le refus de suivre la politique du Gouvernement et pour le non respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La décision de retrait est prise par l'autorité compétente pour accorder l'agrément, après que le bénéficiaire ait été mis à même de s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

Article 9 : La décision d'octroi ou de retrait d'agrément est publiée au recueil des actes administratifs du département lorsqu'elle relève du préfet et au tableau d'affichage ou dans l'organe de publication du Ministère lorsqu'elle relève du Ministre chargé des Sports.

Article 10: Le présent arrêté abroge toute disposition antérieure contraire, notamment l'arrêté

n°008/MJSCL/SG/SGA/DG/DSPA du 12 juillet 2002 fixant les modalités d'octroi et de retrait des Agréments Techniques aux Associations Sportives et de Plein Air.

Article 11 : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville le, 31 AOUT 2007

Egide BOUNDONO SIMANGOYE

Ministère de la Justice

Décret n°0001141/MJGS/SG/DGAG du 22 novembre 2007, portant nomination des membres de la Cour Criminelle Spéciale pour les années Judiciaires 2007 - 2008 et 2008 - 2009

Le Président de la République, Chef de l'Etat;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°00169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi 17/70 du 17 décembre 1970 instituant une juridiction spéciale pour les détournements de deniers publics;

Sur proposition du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux;

DECRETE:

Article 1^{er} : Sont nommés membres de la Cour Criminelle Spéciale pour les années judiciaires 2007-2008 et 2008-2009 les personnes dont les noms suivent:

- Président: Mme TCHIKAYA Julienne, Président de Chambre à la Cour d'Appel Judiciaire de Libreville
- Président Suppléant: Mr Alain AKUE MBA, Conseiller à la Cour d'Appel Judiciaire de Libreville

- Assesseurs titulaires:

- Pierre MOUITY IKAPI, domicile Libreville, Ministère de la Famille, Tél., 76 69 30/25 06975827

- Joseph Paul BOUILY MAGANGA, domicile Libreville; Administrateur au Ministère de la Planification, Tél. 75.19 21 / 07 15 89 31

- ONKIMA MBOUROU Muriel; domicile Libreville, en service au Ministère des Finances, Tél. 07542270

- Lambert Noël MATA, Ministère de l'Intérieur

- Assesseurs suppléant:

- Mr Théophile NDZIME EKANG, Tél.07 40 18 20

- Mr Dany MOUBAMOU, Domicile Libreville, Entreprise BULL

- Mr MONZEO Guy Nestor, domicile Libreville, Société DELMAS, Tél. 07462526

- JOHNSON OZENGA Louise, domicile Libreville, Tél. 07-35-92-00

- SKITT OKENGUE Laurent, Ministère du Commerce, Tél. 07-52-73-00

Article 2 : Les assesseurs peuvent prétendre au paiement des indemnités prévues à cet effet.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 22 novembre 2007

Par Le Président de la République, Chef de l'Etat

EL Hadj Omar BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Jean EYEGHE NDONG

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux
Martin MABALA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

Paul TOUNGUI

Décret n°0001142/MJGS/SG/DGAG du 22 octobre 2007, portant désignation pour l'année 2007-2008 des Magistrats de l'ordre judiciaire devant composer les Juridictions Militaires.

Le Président de la République, Chef de l'Etat;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°00169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi n°1/05 du 04 Février 2005, portant statut général de la Fonction Publique;

Vu la loi 12/94 du 16 septembre 1994 portant statut des Magistrats ;

Vu la loi 7/94 du 16 septembre 1994 portant organisation de la Justice ;

Vu le décret n°000698/PR/MFPRA/MFBP du 25 mai 1993, fixant et définissant les normes de présentation et les circuits des visas et signatures des certains personnels civils de l'Etat;

Vu la loi n°7/73 du 3 septembre 1973, instituant un code de justice militaire notamment les articles 28, 38, 40, 41 et 42 ;

Sur proposition de Monsieur le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux;

Après avis d Ministre de la Défense Nationale.

D E C R E T E :

Article 1^{er}: Sont désignés pour composer la Cour Spéciale Militaire pour l'année judiciaire 2007-2008, les Magistrats de l'ordre judiciaire ci-après:

- Président : ATOLOSSOUBA Jérôme
- Assesseurs: OLIVEIRA ARETHO Dorothee
MBABIRI Marie-Blanche
- Suppléants: James Didier
Leila Laetitia AYOMBO MOUSSA

Article 2 : Est désigné Juge d'Instruction Militaire pour l'année judiciaire 2007-2008: MAGNAMBAH Sandrine

Article 3 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 22 octobre 2007

Par Le Président de la République, Chef de l'Etat

EL Hadj Omar BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Jean EYEGHE NDONG

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux
Martin MABALA

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Défense Nationale
ALI BONGO ONDIMBA

Arrêté n°00011/MJGS/SG/DGAG DU 30 novembre 2007 portant nomination d'un Syndic Judiciaire

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°00169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la Loi n°03/84 du 12 juillet 1984 portant statut des Syndics Judiciaires;

Vu la Loi n°07/86 du 04 août 1986 sur le règlement judiciaire et la liquidation des biens;

Vu l'Acte Uniforme OHADA du 10 avril 1998 portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif;

Vu le Décret n°369/PR/MJGS du 07 mars 1999 portant organisation et attributions du Ministère de la Justice, Garde des Sceaux;

Vu la demande de nomination en date du 11 octobre 2006 introduite par Monsieur MBAGOU Jean ;

Vu l'avis motivé de la Cour d'Appel Judiciaire de Libreville en date du 23 mai 2007 ;

A R R E T E :

Article 1er: Monsieur MBAGOU Jean, de nationalité gabonaise, domicilié à la B.P. 8541 Libreville, est Nommé Syndic Judiciaire pour exercer ses fonctions telles qu'elles sont définies par la loi n°7/86 du 04 août 1986, sur le règlement judiciaire et la liquidation des biens et l'Acte Uniforme OHADA du 10 avril 1998, portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif.

Article 2 : Monsieur MBAGOU Jean est tenu de se conformer à toutes les obligations prévues par la loi n°3/84 du

12 juillet 1984 portant statut des Syndics Judiciaires et notamment de justifier d'une assurance garantissant de manière satisfaisante les risques du fait de l'exercice de sa profession.

Article 3 : Monsieur MBAGOU Jean doit remplir toutes les formalités afférentes à l'exercice de la profession auprès des Services compétents des Impôts, tenir en